Les économies de montagne à l'heure de l'industrialisation européenne : que peut-on apprendre du cas espagnol?

Autor(en): **Collantes, Fernando**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Histoire des Alpes = Storia delle Alpi = Geschichte der Alpen**

Band (Jahr): **10 (2005)**

PDF erstellt am: **28.04.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-10954

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Les économies de montagne à l'heure de l'industrialisation européenne

Que peut-on apprendre du cas espagnol?

Fernando Collantes

Zusammenfassung

Die Gebirgsökonomien während der europäischen Industrialisierung. Was kann man vom spanischen Fall lernen?

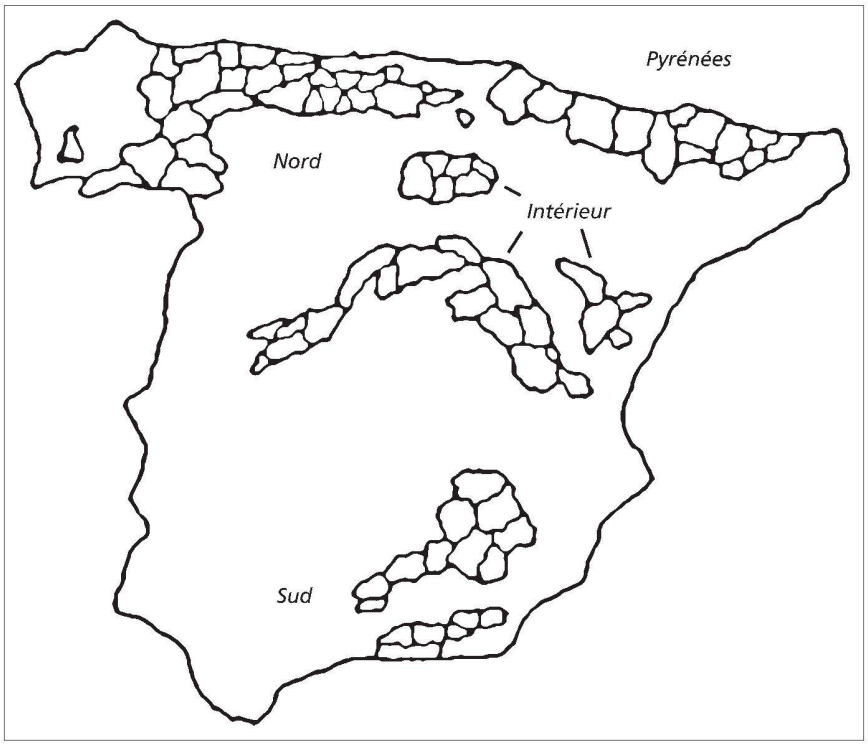
Spaniens Berggebiet erstreckt sich über fast 40% des nationalen Territoriums und umfasst geografisch, demografisch, ökonomisch und sozial sehr verschiedene Regionen. Dieser Artikel fasst einige Ergebnisse über die Entwicklung dieser Gebiete zusammen, vom Beginn der spanischen Industrialisierung in der Mitte des 19. Jahrhunderts bis zur Gegenwart. Er untersucht: (a) die allmähliche Deagrarisierung der Produktion; (b) das Zusammenwirken der Familie, der Lokalgemeinschaft und des Staats bei der Definition des institutionellen Rahmens für die ökonomischen Aktivitäten; (c) das Sinken des relativen Wohlstandsniveaus der Bergbevölkerung im Verhältnis zum nationalen Durchschnitt; (d) die demografische Krise in der Mehrheit der Regionen, vor allem während der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts; und (e) die wirtschaftlichen und politischen Folgen dieser demografischen Krise. Der Artikel formuliert einige Anregungen im Hinblick auf künftige vergleichende Forschungen, die auch andere europäische Berggebiete betreffen.

Dans le numéro initial de cette revue, Jean-François Bergier a relevé l'intérêt de présenter des analyses comparatives qui puissent offrir de nouvelles clés pour mieux comprendre l'histoire des Alpes.[1] Le danger des analyses comparatives est de biaiser les arguments, soit en soulignant les ressemblances entre les cas étudiés jusqu'à en exclure pratiquement les différences, soit, au contraire, en insistant sur les différences au point que les ressem-

blances finissent par disparaître. S'agissant des montagnes, en tant qu'objets d'étude définis à partir de déterminants géographiques plus ou moins communs, le risque de tomber dans le premier piège est grand. Pour cette raison, il vaut la peine de prendre en considération également des régions de montagne caractérisées par des «dotations géographiques» et des contextes sociaux clairement différenciés. À cet égard, les grands massifs d'Europe, d'Asie et d'Amérique permettent d'intéressantes confrontations.[2] En Europe, la comparaison entre diverses régions alpines a permis à Jon Mathieu de réviser plusieurs arguments traditionnels.[3] Mais il peut être utile aussi, comme le suggère Bergier, d'inclure dans l'analyse d'autres montagnes européennes.

L'Espagne est un pays dont près de 40% de la superficie est attribuée, d'après les critères légaux, à la zone de montagne. On distingue quatre grandes régions montagneuses: la montagne du Nord, une zone humide située à proximité de la mer Cantabrique; les Pyrénées, une zone humide à la frontière avec la France; la montagne Intérieure, aride et composée de diverses chaînes qui traversent et forment le grand plateau de l'intérieur de l'Espagne; et la montagne du Sud, au faible taux d'humidité et aux températures relativement élevées, enclavée dans la frange méridionale de la Péninsule Ibérique. Dans mon analyse, qui va du milieu du XIXe siècle (début de l'industrialisation espagnole) à nos jours, la diversité géographique de ces aires sera mise en regard des axes de différenciation démographiques, institutionnels et économiques qui façonnent l'hétérogénéité régionale du pays.[4] Certaines lignes explicatives proposées ici pourraient offrir de nouvelles pistes à l'histoire alpine et permettre de mieux comprendre l'évolution des économies de montagne européennes à l'heure de l'industrialisation.

La présente contribution comprend six parties. La première analyse l'orientation productive des économies de montagne espagnoles et leur évolution à long terme, en examinant le rôle de la «dotation géographique». La deuxième partie traite des aspects institutionnels, en particulier les relations de travail dans les économies de montagne et les liens que les communautés locales entretiennent avec l'État. Le troisième volet aborde les niveaux de bien-être ruraux et leur évolution en regard des standards urbains; le quatrième retrace le déclin démographique de la montagne espagnole et s'interroge sur ses causes. Le cinquième porte sur quelques conséquences éco-



Principales zones montagneuses d'Espagne.

nomiques du dépeuplement et leurs répercussions sur les politiques publiques. L'ultime partie plaide en faveur du recours, dans un contexte européen plus large, à quelques-uns des arguments utilisés ici.

I.

Au début de l'industrialisation espagnole, au milieu du XIXe siècle, les économies de montagne reposaient surtout sur les familles paysannes vivant de petites exploitations mixtes axées sur la pluriactivité. Sur la base des données fournies par les recensements, on estime qu'environ 80% de la population active des montagnes pratiquaient cette forme de vie écono-

mique, soit un pourcentage typique pour une société préindustrielle, similaire à celui rencontré dans d'autres aires montagneuses d'Europe. La base énergétique de ces économies était essentiellement organique, d'où le rôle important joué par la géographie.

Le rôle de la géographie a changé au fil du temps, s'intensifiant à mesure que les processus de création et d'intégration des marchés liés à l'industrialisation augmentèrent les attraits et/ou la pression sur la paysannerie de montagne, qui fut forcée de redéfinir sa position par rapport à une division du travail de plus en plus fine.[5] Ainsi, les premières étapes de l'industrialisation virent la disparition de quelques activités traditionnelles, en particulier celles des manufactures domestiques, qui n'étaient plus en mesure de tenit tête aux produits industriels. En même temps, la croissance des villes élargit la taille des marchés urbains pour les produits agricoles. Les deux forces contribuèrent à la spécialisation progressive des exploitations paysannes. Mais la «dotation géographique», qui diffère fortement selon la région, n'offrait pas les mêmes avantages dans tous les cas.

Les paysans de la montagne Nord et de la montagne du Sud ont eu tendance à se spécialiser, les premiers dans l'élevage bovin, les seconds dans la production agricole. La spécialisation bovine du Nord avait en réalité commencé à la fin de l'Ancien Régime déjà et était accompagnée d'une évolution boserupienne de la population et de l'agriculture. La croissance de la demande en produits d'élevage, engendrée par l'urbanisation et les changements concomitants des usages alimentaires, ne fit que renforcer la tendance, notamment dans les zones qui, vu leur position stratégique ou leur disponibilité en ressources minérales, eurent accès au réseau ferroviaire dès la seconde moitié du XIXe siècle. Dans la montagne du Sud, diverses spécialisations agricoles (vin, raisins, huile, céréales...) ont pu s'établir dans un milieu naturel typiquement méditerranéen.

Pour les paysans des Pyrénées et de la montagne Intérieure, il fut plus difficile de définir leur place dans la division du travail, leur principale activité, la transhumance ovine, ayant connu une longue agonie au cours du XIXe siècle. Dans les Pyrénées, qui appartiennent à l'Espagne humide, une certaine reconversion dans l'élevage bovin put se faire, surtout grâce à l'amélioration des communications suite à la construction de nouvelles routes. La majeure partie de la montagne Intérieure souffrait quant à elle de faibles taux d'humidité, ce qui, ajouté à sa faible densité (facteur lié à la «dotation

géographique») rendait difficile l'élevage des bovins. À cela s'ajoute la rigueur des hivers et les basses températures, qui entravaient aussi la spécialisation agricole.

L'industrialisation amena des éléments non paysans dans les économies de montagne. En général, des flux de capitaux venus de l'extérieur permettaient le développement de nouvelles activités dans certaines régions, comme l'exploitation des mines de charbon, la production électrique, certaines branches industrielles ou le tourisme, pour ne citer que les principales. Beaucoup de zones gardèrent pourtant leur caractère rural au XXe siècle et il fallut attendre les années 1980 pour voir le secteur agraire employer moins de 50% de la population active des montagnes. Les Pyrénées et quelques zones du Nord furent plus précocement et plus profondément touchées par ce processus de diversification sectorielle. Par rapport aux autres montagnes, ces régions étaient plus richement dotées en ressources énergétiques et disposaient d'un potentiel géographique favorable au développement d'un tourisme hivernal de type fordiste; par ailleurs, elles étaient proches des centres de l'industrialisation espagnole principalement localisés en Catalogne et au Pays Basque. Les inégalités socioéconomiques relativement faibles à l'intérieur de ces économies rurales favorisèrent l'apparition de services liés à la demande interne. Dans la montagne du Sud, au contraire, les facteurs mentionnés s'opposaient à la diversification sectorielle, qui y fut plus lente et plus superficielle.

Ainsi, la géographie joua un rôle décisif dans la mise en œuvre des options productives des populations de montagne. Pour les familles paysannes, dont la vie économique était entièrement liée au territoire, l'importance du facteur géographique était manifeste et s'intensifia à mesure que l'expansion des marchés associés à l'urbanisation favorisa la spécialisation agraire. Et, comme une bonne partie du développement de nouvelles activités non agraire fut engendrée par des flux de capitaux externes à la montagne, la géographie se convertit en un important facteur de différenciation des aires, car elle déterminait dans une large mesure leur capacité à attirer les capitaux.

II.

Les populations de montagne prirent activement part à l'économie de marché tout au long de la période contemporaine, mais les effets de cette participation étaient conditionnés par les facteurs institutionnels. Ce cadre institutionnel, ou – selon la terminologie de l'économie politique radicale – la «structure sociale d'accumulation», se modifia au cours de la période 1850–2000 aussi sensiblement (voire même plus) que les tendances productives propres à l'économie de montagne.[6] Les deux axes de transformation de la structure sociale d'accumulation furent la visibilisation des relations de travail et la dépendance croissante vis-à-vis des centres de décision politique. Ces deux voies de changement conduisirent à une structure sociale d'accumulation dont la composante exogène fut de plus en plus marquée.

La visibilisation des relations de travail est due à l'apparition de nouveaux secteurs productifs sans liens véritables avec le monde rural. L'implantation d'entreprises des secteurs secondaire et tertiaire eut pour effet la création d'emplois salariés, ce qui contribua à modifier les stratégies économiques des familles paysannes et à favoriser la création de nouvelles familles dont la stratégie reposait sur la participation de l'un de ses membres (le chef de famille) au marché du travail. À l'instar de la diversification sectorielle, le processus de salarisation ne progressa d'abord que lentement et ne s'accéléra vraiment qu'à partir du dernier tiers du XXe siècle. Mais, en 1981, plus de la moitié de la population active des montagnes espagnoles était salariée. Cela eut de profondes implications sociales, la principale étant sans doute la plus grande intégration des travailleurs de montagne dans le système national de régulation du marché du travail.

L'envers de la médaille fut la perte d'importance de la famille en tant que régulatrice des mécanismes d'attribution des sources d'emplois. Dans l'économie paysanne, les marchés du travail ne jouaient pas un rôle aussi important et ils se trouvaient intégrés dans la stratégie de la pluriactivité. On pourrait en déduire que l'organisation familiale du travail dans une exploitation agricole et, plus généralement, dans l'unité paysanne atténuait certaines frictions liées aux relations de travail typiquement capitalistes. De fait, à partir des années 1970, la crise qui affecta le secteur minier et certaines branches industrielles traditionnelles engendra, dans certaines régions de montagne, des conflits du travail d'une grande portée sociale. On

aurait pourtant tort d'idéaliser les relations de travail au sein de la famille paysanne, qui étaient insérées dans un ample faisceau de relations personnelles. Elles étaient hiérarchisées, l'âge et le sexe constituant de puissants critères d'assignation de la charge de travail et des ressources pour la consommation et l'investissement. La position subordonnée de la femme dans l'exploitation familiale constituait l'une des bases de la subordination dans le système social de la montagne.

Le second axe de transformation concerne la dépendance politique croissante des communautés locales rurales. Celles-ci parvinrent, dans l'Espagne du XIXe siècle, à maintenir un complexe équilibre avec l'appareil étatique. Quelques auteurs ont parlé d'«adaptation politique» pour rendre compte de la capacité des élites locales à accomoder et à modeler les grandes lignes des réformes émanant du pouvoir central.[7] Il en fut ainsi de la sécularisation («désamortissement») des biens ecclésiastiques et civils, un des épisodes-clés de l'Espagne du XIXe siècle. En général, la privatisation des biens communaux ne se réalisa que dans les zones de montagne où les droits de propriété collectifs bloquaient la croissance agricole. Mais, comme ces zones n'étaient pas très étendues, à peine 16% des bois publics des zones de montagnes furent privatisés, contre 54% dans le reste de l'Espagne (qui bénéficiait de meilleures potentialités agricoles). Comme pour les relations de travail, cette capacité d'adaptation politique des communautés locales ne doit pas être idéalisée, dans la mesure où elle affecta des domaines comme l'école, retardant même le progrès de l'alphabétisation dans certaines zones de montagne, dans le sud du pays surtout.

La dépendance politique croissante des communautés locales apparaît plus clairement encore en lien avec l'exploitation hydroélectrique des montagnes au XXe siècle. Les pressions politiques des grandes entreprises électriques (aux alentours de 1960, neuf des 20 plus grandes entreprises du pays appartenaient à ce secteur) et les inerties de l'appareil étatique (en particulier durant le régime dictatorial du général Francisco Franco entre 1939 et 1975) donnèrent lieu à un modèle institutionnel de construction de barrages dans lequel les communautés locales n'avaient que peu à dire. Il en découla une inégalité flagrante dans la répartition des bénéfices et des coûts engendrés par la (nécessaire) croissance du secteur électrique espagnol: beaucoup de coûts pécuniaires, sociaux, psychologiques et écologiques durent être supportés par les populations et territoires de montagne. Des villages entiers se

virent engloutis sous les eaux, ce qui eut des incidences démographiques à l'échelle locale, mais non à l'échelle régionale il est vrai. Ils eurent à payer le plus lourd tribut.

Mais la dépendance croissante eut aussi des aspects positifs. La politique de montagne mise en place à partir de 1982 instaura le paiement d'indemnisations compensatoires aux agriculteurs de montagne; on peut citer aussi l'Initiative LEADER durant les années 1990. S'y ajoutent les avantages découlant des politiques agraires et rurales et des mesures visant à doter les régions concernées d'infrastructures et de services. Mais, dans de nombreuses aires, ces politiques n'ont pas eu d'incidence notoire. Par ailleurs, les indemnisations compensatoires, somme toute modestes, n'ont guère influencé la décision des agriculteurs de rester ou d'abandonner l'exploitation. On ne peut pas dire non plus que LEADER ait changé les orientations que chaque région avait prises avant les années 1990.

En résumé: la salarisation rurale et la dépendance croissante face aux décisions politiques prises à l'extérieur ont rendu la structure sociale d'accumulation plus exogène. Face à ce phénomène, bien des propos nostalgiques ont été tenus sur le passé, mais il ne faudrait pas pour autant idéaliser les relations de travail familiales ou les mécanismes locaux de décision, ni oublier les bénéfices institutionnels qui ont découlé de l'intégration progressive aux cadres conventionnels de la régulation du marché du travail ou de l'«État de bien-être». Selon moi, nous devrions plutôt juger les transformations de l'économie de montagne sur la base de l'évolution des niveaux de bien-être.

III.

Le niveau de vie des populations de montagne a connu une détérioration relative au cours de l'industrialisation. Cette dégradation, très lente entre 1850 et 1950, s'accéléra fortement ensuite. Initialement et jusqu'à une période avancée du XXe siècle, les montagnes gardèrent un avantage important en terme de qualité de vie, à savoir leur faible taux de mortalité par rapport à celui des villes, qui est à mettre en lien avec les conditions environnementales. Mais cet avantage sanitaire, commun à plusieurs zones de montagnes européennes pendant la période préindustrielle et au début de l'industrialisation, s'estompa au cours du XXe siècle.

Les inconvénients de la vie en montagne, par contre, s'accentuèrent avec l'avancée du développement économique. Les villes concentraient la majeure partie des nouveaux emplois créés dans les secteurs de pointe qui étaient en mesure d'offrir des salaires relativement élevés. Nous ne disposons pas de données sur les revenues antérieures à 1970, mais, tenant compte du fait que vers le milieu du XXe siècle la part de l'emploi non agraire se maintenait aux alentours de 20–30% dans les régions de montagne alors qu'elle représentait environ deux tiers dans le reste du pays, on peut supposer que le revenu des montagnards s'est progressivement détérioré au cours de la phase de croissance de 1850 à 1950. Que s'est-il passé ensuite? La croissance de l'économie espagnole s'est accélérée, atteignant un taux annuel proche de 6% entre 1950 et 1973, ce qui contribua à aggraver la disparité montagne-ville en terme d'opportunité d'emplois. Alors que le standard urbain de vie incluait l'accès à un nombre croissant d'équipements, d'infrastructures et de services, les populations de montagne avaient parfois encore de grandes difficultés à accéder au service téléphonique, aux services commerciaux et financiers, à l'éducation et à la santé, aux nouveaux équipements domestiques comme l'eau courante ou les systèmes d'évacuation des eaux résiduelles. Les faibles densités de population expliquent la grande dispersion d'une partie de ces services et leur coût unitaire élevé. Les mauvaises communications aggravaient encore la situation. Aucune politique visant à contrecarrer ce «déficit rural» n'a été mise en place au cours de cette période.

Paradoxalement, les trois à cinq dernières décennies ont vu le revenu «per capita» des montagnes se rapprocher de la moyenne nationale: en 1970, l'écart était de 30% environ; aujourd'hui, il est sans doute inférieur à 10%. Est-ce dû au dynamisme de l'économie rurale et au développement de nouveaux secteurs comme le tourisme? En réalité, cette surprenante convergence économique est en grande partie due à un sous-produit du déclin démographique, lui-même causé par la détérioration relative des niveaux de vie en montagne. Loin de représenter un succès de l'économie rurale, cette convergence nous renvoie à son échec démographique, qui fait l'objet du prochain chapitre.

IV.

Au cours de la croissance lente de l'économie espagnole entre 1850 et 1950, le déclin démographique des montagnes fut relatif: la proportion des montagnards dans la population nationale décrut au fil des décennies à cause de la croissance des autres aires, urbaines en particulier. Par ailleurs, la croissance naturelle enregistrée dans les régions de montagne était canalisée vers les zones de croissance par des courants migratoires dont le solde net était négatif. Néanmoins, la croissance de l'économie espagnole de cette période ne suffit pas à générer des forces d'attraction telles que la montagne se dépeuple. Il n'y eut dépeuplement que dans les Pyrénées et en quelques endroits de la montagne Intérieure, soit dans des régions où la crise de l'insertion mercantile des paysans se doublait d'une proximité des villes de destination (tab. 1).

Le dépeuplement se généralisa à partir de la seconde moitié du XXe siècle, en lien avec le déséquilibre croissant entre les niveaux de vie urbain et rural. La montagne du Sud et, davanatge encore, la montagne Intérieure furent particulièrement touchées. Dans ces zones, le déséquilibre était plus accentué qu'ailleurs: peu d'activités non agraires, bas niveaux de revenus, forte «pénalisation rurale». Dans la montagne Intérieure, la proximité des lieux de destinations et la grande dispersion de la population (qui renforçait la hausse des coûts de l'offre de services) aggravèrent la crise démographique; la population diminua de moitié depuis 1860. Dans les Pyrénées, où une certaine diversification (initialement industrielle, plus tard touristico-résidentielle) avait eu lieu et où la «pénalisation rurale» n'était pas aussi accentuée, les conséquences démographiques furent moins graves. La plupart des régions pyrénéennes ont du reste enregistré une croissance de la population dans les années 1990.

Le déclin démographique de la montagne espagnole est intimement lié à la physiologie du système économique et ne saurait donc être expliqué de manière convaincante en tant que pathologie.

Malgré les effets sociaux et démographiques que la dépendance politique a pu générer dans le cadre des privatisations communales ou des barrages, les déterminants de l'évolution démographique sont davantage liés à la position axiale des économies de montagne dans des champs tels que la structure occupationnelle (et donc, des niveaux de revenu), les niveaux de bien-être

Tab. 1: *Quelques indicateurs démographiques et économiques*

Période	Nord	Pyrénées	Intérieur	Sud	Total montagne	Espagne non montagneuse
Taux de variation moyenne annuelle de la population						
1860–1900	0,1	-0,5	0,1	0,2	0,0	0,5
1900–1950	0,2	0,1	0,0	0,5	0,2	0,9
1950–1970	-0,8	-0,7	-2,0	-1,4	-1,2	1,1
1970–2000	-1,1	-0,3	-1,2	-1,0	-1,0	0,7
Travailleurs du secteur primaire (%)						
1887	89	77	83	83	85	67
1960	83	68	85	84	82	36
1981	42	21	41	55	41	14
2001	15	9	15	25	16	6
Revenu familial disponible per capita (total Espagne = 100)						
1970	69	87	74	52	71	107
1999	91	115	93	73	91	100
Dotation des établissement commerciaux (total Espagne = 100)						
1963	46	73	33	39	43	114
2000	38	60	39	37	40	117
Densité routière (km de routes par km^2)						
1896	29	14	20	18	22	35
1957	63	71	43	48	55	137
2002	85	84	57	42	68	186

Source: F. Collantes, *El declive demográfico de la montaña española (1850–2000). ¿Un drama rural?*, Madrid 2004. L'indice de dotation des établissements commerciaux combine la dotation par habitant et par kilomètre carré. La densité routière ne prend pas en compte les routes de moindre importance.

relatif (en incluant les aspects indirectement pécuniaires qui constituent la pénalisation rurale) ou, plus récemment, la fonctionnalité résidentielle. De fait, la zone la plus affectée par les privatisations communales (la montagne du Sud) fut celle qui connut la plus forte croissance démographique durant la période correspondante (1850–1950). Dans la seconde moitié du XXe siècle, la zone la plus touchée par la construction de barrages (les Pyrénées) est celle qui connut les meilleurs résultats démographiques.
Cela ne veut pas dire que la politique soit restée sans influence. La politique modela le système urbain espagnol dans le cadre d'un processus dont les origines sont antérieures à l'industrialisation. Une comparaison avec la Suisse, où des coordonnées politiques différentes créèrent un système urbain plus décentralisé, invite à penser que la force d'attraction exercée par les villes espagnoles sur les populations de montagne fut particulièrement intense. Dans tous les cas, les caractéristiques du système urbain peuvent être considérées comme acquises au commencement de l'industrialisation. Même chose pour les changements institutionnels qui mirent fin à l'Ancien Régime et ouvrirent la voie à un ordre libéral, processus qui eut lieu en Espagne à partir du XIXe siècle. Sur ces bases démographiques et institutionnelles, la croissance économique subséquente pouvait difficilement éviter une crise de population dans les espaces marginaux comme la montagne.

V.

Les conséquences économiques de la crise démographique ont été variées. En premier lieu, le potentiel de développement des montagnes s'est vu entravé par le caractère sélectif des mouvements migratoires. La population célibataire s'est «masculinisée»: les femmes jeunes furent les principales actrices de l'exode rural, probablement parce que, dans leur cas, la «pénalisation rurale» était aggravée par les différences de genre, typiques de la société rurale traditionnelle. Par ailleurs, ce furent en général les adultes actifs et les jeunes qui partirent, ce qui accéléra le vieillissement de beaucoup de villages et de zones de montagnes. Dans ce contexte, les taux migratoires baissent depuis les années 1970, démontrant ainsi l'épuisement biologique de la réserve démographique que constitue la montagne. Mais le vieillissement a aussi eu une incidence sur la croissance naturelle, à tel point que, depuis les années 1980,

le nombre de décès dépasse celui des naissances. Ainsi, malgré des soldes migratoires nets qui s'approchent de zéro (et qui sont parfois positifs dans certaines zones), le solde naturel négatif aggrave le dépeuplement de la montagne espagnole.

Mais, à côté de ces dynamiques qui ont été analysées par nombre d'auteurs, il y a aussi des conséquences économiques qui sont passées presque totalement inaperçues. Elles concernent les transformations «par défaut» auxquelles nous avons fait allusion dans le chapitre antérieur. Il s'est non seulement produit une convergence «par défaut» du revenu «per capita», mais l'émigration paysanne a également produit des changements «par défaut» de la structure occupationnelle des communautés de montagne. En effet, l'émigration des paysans contribuait à élever la proportion des travailleurs actifs hors du secteur primaire, sans qu'il y ait eu création d'emplois dans les secteurs secondaire et tertiaire. Par conséquent, la tendance des économies de montagne à la diversification suggère un dynamisme rural qui ne rend que partiellement compte de l'histoire. Il est vrai que la diversification est réelle et, surtout, généralisée: les aires les plus dynamiques comme les Pyrénées ont réussi à se diversifier; mais d'autres aires comme la montagne du Sud ont finalement vu une forte réduction de la proportion de la population agraire en lien avec les transformations «par défaut».

En appliquant la vision évolutionniste de Veblen et Hodgson, on peut interpréter l'histoire économique des montagnes espagnoles comme le passage d'une économie paysanne, basée sur le travail familial, à une économie diversifiée, organisée en grande partie par le marché du travail et la séparation entre l'entreprise et la famille.[8] Ce double processus d'extinction-sélection de formes économiques s'est fait sur la base d'un critère de bien-être relatif qui s'est petit à petit altéré en fonction des rythmes du développement de l'économie espagnole. Lorsque les économies de montagne parvenaient à se diversifier et à offrir des niveaux satisfaisants de bien-être à une grande partie de sa population, la crise démographique pouvait être évitée. Dans le cas contraire, la crise démographique engendrait des transformations «par défaut» qui entraînaient la disparition des sociétés paysannes en tant que telles et la consolidation de sociétés plus diversifiées du point de vue occupationnel et organisationnel. Mais, dans les deux cas, la vie rurale traditionnelle était condamnée à disparaître.

Dans ce contexte, il est pour le moins surprenant que la politique de mon-

tagne initiée par le gouvernement espagnol en 1982 (en écho à la politique européenne) ait été centrée sur les agriculteurs, comme si ceux-ci constituaient encore l'épine dorsale de la société rurale. Quels que soient les chemins pris par les processus de changements structurels et de convergence économique, la réalité actuelle des économies de montagne espagnoles est que 84% de la population active travaille hors de l'agriculture; l'écart du revenu par rapport à la moyenne du pays est de 9% seulement. C'est dire que les politiques agraires privilégient une petite fraction de la population rurale et que l'objectif visant à diversifier l'économie rurale est anachronique. Pendant ce temps, la question de l'accès aux équipements, services et infrastructures fentre à peine dans les stratégies en matière de développement rural.

VI.

Quel enseignement peut-on tirer du cas espagnol pour l'analyse des économies de montagne européennes durant l'industrialisation? Selon moi, plusieurs facteurs observés en Espagne interviennent également dans d'autres pays européens. J'aimerais mettre en avant deux champs de parallélisme, ainsi que deux champs d'incertitude. Un premier parallélisme concerne les liens entre la dotation géographique et l'orientation productive. De futures recherches pourraient s'intéresser de plus près à la dotation géographique au moment d'expliquer les différentes orientations productives prises par les paysans des montagnes humides comme les Alpes et les paysans des montagnes méditerranéennes du sud de l'Europe. Le décalage temporel et la différence d'intensité du processus de diversification économique des montagnes européennes pourraient s'expliquer, entre autre, par la répartition inégale des ressources stratégiques favorisant l'installation industrielle ou touristique, comme les ressources minérales, la neige ou la proximité et/ou l'appartenance à des régions plus avancées dans leur processus de développement.

Un second parallélisme concerne les liens entre l'industrialisation (aux échelles nationale et régionale) et la transformation économique et démographique des montagnes. Si l'industrialisation a généré partout des effets de diffusion et de polarisation (dans la ligne proposée par Myrdal ou

Hirschman), il serait intéressant d'analyser ces effets dans une perspective comparative, en faisant notamment attention aux différents degrés de développement de chaque pays.[9]

Les deux champs d'incertitude se rapportent à l'évolution de la structure sociale d'accumulation et au niveau de bien-être des montagnards. Dans le premier cas, l'incertitude découle des nombreuses particularités nationales. Il est probable que la comparaison internationale soit, dans ce domaine, moins immédiate que dans les champs préalablement mentionnés. Quant à l'étude des niveaux de vie ruraux, l'incertitude découle plutôt du peu d'études historiques sur la question. En comparaison avec d'autres thèmes, démographiques, productifs ou institutionnels, nous disposons de peu d'éléments concernant le niveau de bien-être des montagnards. Il semble que les paysans alpins jouissaient d'un niveau de vie supérieur à celui des paysans méditerranéens, et que l'apparition d'alternatives de production (et, donc, de nouvelles opportunités de bien-être) fut plus précoce et plus marquée dans les Alpes. Mais, quels sont les termes de la comparaison entre la montagne et la moyenne nationale de chacun de ces pays? Et comment évoluèrent ces termes au cours du processus d'industrialisation?

Vu sa diversité géographique, démographique, institutionnelle et économique, la montagne européenne permet des analyses comparatives qui ne risquent guère de tomber dans le piège consistant à exagérer les parallélismes et à oublier les différences. Nous avons besoin de telles comparaisons et tant l'histoire des Alpes que celle des montagnes méditerranéennes pourraient tirer profit d'échanges plus intenses entre les spécialistes des deux massifs. Cela permettrait de dégager de nouvelles lignes d'analyse et de remettre en question les présupposés explicites ou implicites que nous, spécialistes d'un seul pays ou d'une seule région, avons l'habitude d'introduire dans nos travaux.

Notes

1 J.-F. Bergier, «Des Alpes traversées aux Alpes vécues. Pour un projet de coopération internationale et interdisciplinaire en histoire des Alpes», *Histoire des Alpes,* 1, 1996, pp. 11–21; voir en particulier pp. 14–17.

2 J. Mathieu, «The mountains in urban development. Lessons from a comparative view», *Histoire des Alpes*, 8, 2003, pp. 15–33; C. Singh, «Urban phenomena and the comparability of mountain regions: Andes, Alps/Pyrenees and the Himalaya», *Histoire des Alpes*, 8, 2003, pp. 35–44.

3 J. Mathieu, *Geschichte der Alpen 1500–1900: Umwelt, Entwicklung, Gesellschaft*, Wien 1998.
4 F. Collantes, *¿Un drama rural? El declive demográfico de la montaña española (1850–2000)*, Madrid 2004.
5 Il y a ici un rejet implicite des conceptions autarchiques de l'économie rurale à la fin de la période préindustrielle; voir par exemple pour le nord de l'Espagne: R. Domínguez, *El campesino adaptativo. Campesinos y mercado en el norte de España, 1750–1880*, Santander 1996.
6 Sur le concept de structure sociale d'accumulation, voir: D. M. Gordon, R. Edwards et M. Reich, *Segmented work, divided workers: the historical transformation of labor in the United States*, Cambridge 1982.
7 D. Gallego, «De la sociedad rural en la España contemporánea y del concepto de sociedad capitalista: un ensayo», *Historia Agraria*, 16, 1998, pp. 13–53.
8 T. Veblen, «Why is economics not an evolutionary science?», *Cambridge Journal of Economics*, 22, 1998, pp. 403–414 (ed. or. 1898); G. M. Hodgson, *Economics and Evolution: Bringing Life Back into Economics*, Michigan 1993.
9 G. Myrdal, *Economic Theory and Under-developed Regions*, Londres 1957; A. O. Hirschman, *The Strategy of Economic Development,* New Haven, Londres 1958.